EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 24 juin 2016

Monsieur Guy TEISSIER, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 119 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Loïc BARAT - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Valérie BOYER - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Monique DAUBET-GRUNDLER - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Vincent GOMEZ - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Eric LE DISSES - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Patrick MAGRO - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Stéphane RAVIER - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Eric SCOTTO - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Brigitte VIRZIGONZALEZ - Didier ZANINI - Kheira ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Colette BABOUCHIAN représentée par Catherine PILA - Mireille BALLETTI représentée par Richard FINDYKIAN - Jean-Pierre BAUMANN représenté par Loïc BARAT - Mireille BENEDETTI représentée par Andrée GROS - Sabine BERNASCONI représentée par Dominique TIAN - Jacques BESNAÏNOU représenté par Marcel MAUNIER - Jean-Louis BONAN représenté par André GLINKA-HECQUET - Patrick BORE représenté par Jérôme ORGEAS - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sandrine D'ANGIO représentée par Stéphane RAVIER - Jean-Claude DELAGE représenté par Gérard CHENOZ - Nouriat DJAMBAE représentée par Samia GHALI - Roland GIBERTI représenté par Hélène MARCHETTI - José GONZALEZ représenté par Yves BEAUVAL - Annie GRIGORIAN représentée par Lionel VALERI - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Nathalie LAINE représentée par Mireille BALOCCO - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Marc LOPEZ - Bernard MARANDAT représenté par Jocelyne TRANI - Janine MARY représentée par Hélène ABERT - Xavier MERY représenté par Jean MONTAGNAC - Danielle MILON représentée par Fabrice JULLIEN-FIORI - Richard MIRON représenté par Solange BIAGGI - Marie MUSTACHIA représentée par Jeanne MARTI - Elisabeth PHILIPPE représentée par Dany LAMY - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Véronique PRADEL représentée par Eric LE DISSES - Julien RAVIER représenté par Patrick PAPPALARDO - Martine RENAUD représentée par Marie-France DROPY OURET - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Guy TEISSIER - Sandra SALOUM-DALBIN représentée par Daniel HERMANN - Isabelle SAVON représentée par Kheira ZENAFI - Jean-Louis TIXIER représenté par Régine GOURDIN - Martine VASSAL représentée par Laure-Agnès CARADEC - Josette VENTRE représentée par Michèle EMERY.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Roland BLUM - Frédéric BOUSQUET - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Michel DARY - Eric DIARD - Arlette FRUCTUS - Bruno GILLES - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - Laurent LAVIE - Virginie MONNET-CORTI - Christyane PAUL - Marine PUSTORINO-DURAND - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Maxime TOMMASINI - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Signé le 24 Juin 2016

Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2016

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

HN 049-092/16/CT

**■ Avis sur le rapport du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence :
Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation
Urbaine pour l'attribution d'une subvention ANRU pour le quartier de Frais Vallon
à Marseille dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir Villes et
Territoires Durables
DEESV 16/14584/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération approuvant une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine satisfait aux conditions de l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire est donc saisi pour avis du projet de délibération approuvant une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

Présentation du rapport :

Dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) « Villes et Territoires Durables », doté d'une enveloppe de 71 millions d'euros, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) a lancé le 16 avril 2015 un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) auprès des territoires prioritaires au titre de la politique de la ville.

Cet AMI visait à sélectionner une vingtaine de projets innovants mis en œuvre dans des quartiers dits « prioritaires » au titre de la géographie de la politique de la ville.

Pour être retenus, les projets devaient répondre à deux objectifs majeurs :

- L'augmentation du « reste à vivre » des habitants par la diminution des dépenses contraintes,
- Le renforcement de l'attractivité par l'innovation dans les quartiers en renouvellement urbain.

Dans ce cadre, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) devenue Métropole d'Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, la ville de Marseille, en collaboration étroite avec Marseille Rénovation Urbaine (MRU) et les bailleurs sociaux ont souhaité proposer un projet innovant appelé « **SIRIUS** », au service et avec les habitants du quartier de Frais Vallon situé dans 13e arrondissement de Marseille.

L'ANRU a sélectionné parmi 63 candidatures les 20 dossiers qui répondaient le mieux aux deux objectifs principaux et le projet de Frais Vallon a été officiellement retenu le 7 décembre 2015 par le Premier Ministre (voir courrier annexé).

Signé le 24 Juin 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2016

En effet, au sein de ce quartier situé au nord est de Marseille disposant de réels atouts (nombreux équipements publics, métro, desserte viaire, proximité technopôle de Château Gombert) et pour lequel plusieurs pistes d'améliorations sont possibles, le projet « **Sirius** » porté par AMP et retenu par l'ANRU propose :

- Une rénovation énergétique exemplaire et une gestion de la production et des consommations énergétiques en utilisant les réseaux intelligents
- Un accompagnement des habitants aux « nouveaux gestes écologiques » en utilisant le concept « d'économie comportementale » appelée « NUDGE »
- La mise en place de « nouveaux services » aux habitants dans des domaines tels que la mobilité durable, la cohésion sociale et le numérique

L'AMI et le projet SIRIUS se déroulent en deux phases :

- Phase 1 : phase d'études complémentaires au dossier de candidature appelée « phase de maturation des projets »
- Phase 2 : phase de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation des actions (travaux dans la plupart des cas)

La mise en œuvre de la phase 1 repose sur un dispositif contractuel avec l'ANRU à deux niveaux :

- La signature par AMP d'une « *convention cadre de maturation du projet* » avec l'ANRU

Cette convention permet d'acter le travail avec l'ANRU pour la phase 1, de détailler les objectifs du projet, ainsi que le contenu et les échéances des études qui vont être réalisées.

- La signature par AMP d'une « *convention attributive de subvention* » avec l'ANRU

Cette convention permet d'acter le montant des subventions allouées par l'ANRU pour l'étude portée par AMP.

L'étude AMP fait partie d'un programme d'études plus global détaillé ci-dessous :

Objet de l'étude ou mission d'expertise	Maître d'ouvrage de l'étude ou de la mission d'expertise	Coût total HT de l'étude ou de la mission d'expertise	Taux de subv.PIA sollicité	Montant de la subvention PIA sollicitée
Etude pour la détermination d'une solution énergétique globale et innovante pour le quartier de FRAIS VALLON	Métropole Aix-Marseille Provence (AMP)	73k€	62%	45,2k€
Mise en œuvre de "nouveaux services" de proximité et de "Nudges" pour l'augmentation du "reste pour vivre" des habitants	HABITAT MARSEILLE PROVENCE (HMP)	80k€	75%	60k€
Etude juridico-économique pour la mise en place d'une centrale d'autoproduction d'énergie photovoltaïque	HABITAT MARSEILLE PROVENCE (HMP)	24k€	52,3%	12,5k€
		TOTAL : 176 000€		TOTAL : 119 640€ + 30 000€ d'appui à l'ingénierie (prestataire mis à disposition)

Suite à cette phase, l'ANRU, via le PIA, mobilisera pour les 20 lauréats de l'AMI, une enveloppe de 71 millions d'euros pour financer la partie « innovation » des actions qui auront été actées dans la phase 1.

Signé le 24 Juin 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2016

Pour Frais Vallon, à titre indicatif, en proportion par rapport aux autres territoires, cela représenterait une subvention d'environ 3,5 millions d'euros.

Les actions qui auront été définies lors de la phase d'études s'articuleront avec celles financées dans le même quartier au titre du NPNRU et ce, grâce à une collaboration étroite entre les différentes directions du Conseil de Territoire (notamment Direction de l'Environnement et de l'Ecologie urbaine et Direction de l'Habitat et Cohésion sociale) ainsi qu'avec le GIP Marseille Rénovation Urbaine et le GIP Politique de la Ville.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est créée par fusion de six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, d'Ouest Provence, du Pays de Martigues et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Dans ce cadre, la Métropole se substitue de plein droit à MPM et, poursuit ainsi les procédures d'ores et déjà engagées, sur le fondement des articles L. 5211-17 et L. 5211-41-3 III du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole exerce les compétences en matière de programmes locaux de l'habitat, de schémas d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption d'habitat insalubre sur le périmètre du Conseil de Territoire n°1 (ancienne Communauté urbaine MPM) jusqu'au 1^{er} janvier 2018 (art. L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales).

Au regard du nouveau contexte métropolitain et de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), le Conseil de la Métropole prévoit donc d'adopter :

- une délibération portant sur l'Appel à Manifestations d'Intérêt Frais Vallon, approuvant une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 21 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire Marseille Provence procédant à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'Appel à Manifestations d'Intérêt Frais Vallon, approuvant une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de programmes locaux de l'habitat, de politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;
- Que la loi NOTRe donne à la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, en matière d'urbanisme, un statut particulier en fixant des prérogatives propres au Conseil de la Métropole et au Conseil de Territoire, en instaurant un régime transitoire de délégation automatique de compétence et en donnant la possibilité de déléguer certaines prérogatives au Conseil de Territoire ;
- Que le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'Appel à Manifestations d'Intérêt Frais Vallon, approuvant une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'attribution d'une subvention ANRU pour le quartier de Frais Vallon à Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération approuvant une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'attribution d'une subvention ANRU pour le quartier de Frais Vallon à Marseille.

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence approuvant une convention cadre et une convention attributive de subvention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'attribution d'une subvention ANRU pour le quartier de Frais Vallon à Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence
Député des Bouches du Rhône

Guy TEISSIER

Signé le 24 Juin 2016
Reçu au Contrôle de légalité le 28 Juillet 2016